

Le cognelet

BIMESTRIEL N° 19

L'ALTERNATIVE LIBERTAIRE TOULOUSE ISSN 1264-9112 DÉCEMBRE 1998 - 10 F

Ils refusaient d'être expulsés. Pour les punir de leur mauvaise volonté, et limiter les risques de contagion, la justice française les condamne à la prison. Les voici retenus de force sur le territoire français par ceux-là même qui exigeaient leur expulsion immédiate. Derrière cette pantalonade sinistre on devine la main du Père Ubu, on entend déjà son rire. Mais pour rire avec lui, il faut pouvoir ignorer les victimes.

C'est pourquoi nous ne rions pas non plus devant l'indécence des élus de la République qui, après avoir stigmatisé l'insensibilité de leurs concitoyens, les exhortent à plus de solidarité envers les sans-abris, et se défont de leurs responsabilités sur l'ensemble de la population.

Parce que certains d'entre eux sont morts de froid, parce que d'autres sont prêts à se laisser mourir de faim, la troupe immense des laissés pour compte cesse d'être un ensemble de chiffres négligeables, bien qu'impressionnants, dans un bilan financier et redevient pour quelques heures un groupe d'êtres humains dignes de compassion. On défroisse en direct l'abbé Pierre, l'air de circonstance remplit l'espace et les poumons du ministre ; l'hiver étant précoce, la charité se porte plus tôt que prévu. La justice sociale n'est pas invitée sur le plateau...

Qu'elle s'invite dans les prétoires ! Suggestons aux excellents juges qui ont su garder en France les sans-papiers, de prendre avec la même rigueur le problème à bras le corps. Qu'ils obligent, de vive force s'il le faut, les sans-logis refusant l'expulsion d'un squat délabré à garder, en logeant sur place, les palais inoccupés de la République. Qu'ils condamnent les sans-travail investissant une ANPE à la signature d'un contrat... Et qu'ils interdisent aux sans-scrupule l'accès aux caméras. ■

Ravachefolle

ÉCOLO, C'EST DU BOULOT!

ET SI Y'A PAS
ASSEZ DE PAPIERS
ON RASERA LES FORÊTS!



LA MARGE EST LE MEILLEUR ENDROIT POUR OBSERVER LE MONDE

anonyme

Insoumise Algérie



La caravane d'associations démocratiques algériennes dont nous parlions dans le numéro 18 de septembre est rentrée en Algérie après un périple d'un mois en France. « Nous ne serons plus tout à fait pareils » sous-titrait, ces jours-ci, le journal algérien Liberté. Bilan passionné d'une belle et combative aventure...

Cette Algérie s'appelait Chérifa, Zoubida, Malia, Faycal. Elle avait les yeux d'Ourida, le rire de Salima, les emportements de Nordin, la gravité d'Areski.

De Cahors à La Rochelle, de Limoges à Bordeaux, elle faisait éclater le chant profond d'Al Djezaïr la Rebelle. Elle dansait comme la Méditerranée en colère : sensuellement, furieusement.

Chacun aurait désiré que la rencontre dure plus longtemps, mais le temps était compté pour se découvrir, s'interroger, se projeter ensemble dans le futur.

Les adieux du matin n'en étaient que plus tristes : tristes à Lyon ou à Grenoble, à Toulon ou à Lille, tristes lorsque l'avion repartit vers Alger, Oran, Bejaïa, Tiaret ou Tamanrasset.

Ces femmes et ces hommes étaient nos amis et notre humanité partagée et leurs voix – parfois cassées par des journées de parole et des nuits de chants – était notre voix d'allégresse et de colère.

Et cela avait été une découverte : jeunesse et sagesse, insoumission déterminée aux diktats du sabre et du minaret, ten-

dresse à fleur de cœur et bras prêts à s'armer, pensées multiples et volonté commune. On était loin de l'Algérie exsangue et désespérée décrite à longueur de colonnes dans la presse française. Loin de celle de la compromission et de l'attentisme. La mort avait, pour beaucoup, frappé si prêt que le seul choix possible était celui de la vie et de la libération.

Le téléphone pistait le périple : Cahors se renseignait sur ce qui se passait à Grenoble. Lille demandait comment était l'accueil à l'île d'Aix. Alger appelait sans cesse. Chacun voulait tout partager. À Toulouse, le dernier jour, La Rochelle, Limoges, Bordeaux, Cahors ... et Alger avaient fait le déplacement, comme Marseille était venue à Toulon.

Il y eut une autre découverte, un autre motif à espérance pour les Algériens : ils avaient bien pensé qu'à partir ainsi sur les routes de France, sans se connaître, le risque était grand de la mésentente. Et il n'en fut rien, au contraire : en dépit du stress et des tensions, ce fut une véritable communauté d'intérêts qui se révélait et se tissait au fil des kilomètres. La caravane naissait comme entité propre, avec ses jeux, ses rites, ses résistances, elle s'inventait elle-même et s'affirmait dans le défi du voyage.

Ainsi contre la culture de la division et de la récupération (comment penser qu'un tel projet, né en Algérie de la volonté d'affirmation d'un mouvement associatif démocratique farouchement indépendant, n'attiserait pas la convoitise de quelques chapelles désireuses de mettre le fruit mûr dans leur escarcelle) s'affirmait la culture de l'autonomie. Le groupe qui était né dans le bus s'appartenait à lui-même ou plus précisément appartenait à la lutte qui l'avait conduit jusqu'ici.

En Algérie l'idée naît d'un Collectif Caravane, des solidarités concrètes entre associations algériennes se construisent, des expériences réussies vont se diffuser et se partager dans des régions très éloignées les unes des autres.

En France des réseaux tournés vers l'Algérie se constituent pour développer des pratiques tangibles de « partenariat de lutte » entre les deux côtés de la Méditerranée.

La presse algérienne démocratique se fait un bel écho de la Caravane et le journal *Liberté* du 18 novembre, mi-sérieux mi-provocateur, se pose même la question : « À quand l'organisation d'une Caravane d'associations françaises en Algérie ? »

Une dynamique est née. Et par l'isolement brisé, par les liens de fraternité tissés, c'est l'espérance qui s'est réarmée. ■

Georges Rivière

Toulouse dit toujours NON à Le Pen

Malgré l'interdiction par la préfecture du lieu de rassemblement, près de 3 000 personnes se sont retrouvées place Lafourcade le dimanche 15 novembre. Les organisations, qui appelaient depuis 10 jours à une manifestation contre la venue de tout ce que l'idéologie d'extrême-droite est capable de porter, ont démontré qu'une intrusion de Le Pen dans notre ville ne doit jamais rester sans réaction.

Bien sûr, ce rassemblement ne revêtait pas le même caractère que la manifestation de mars 98 qui avait rassemblé plus de 30 000 personnes avec la fin que chacun garde en tête. Un nombre inférieur de manifestant(e)s mais la même volonté de réfuter l'idéologie fasciste, la xénophobie et l'exclusion une fois de plus. Chaque fois qu'il sera nécessaire, les oppositions individuelles ou collectives seront présentes.

Un meeting, une réunion, un colloque de quelque nature que ce soit organisé par l'extrême-droite ne doit jamais rester un événement banal et doit trouver en face de lui une opposition citoyenne porteuse de nos valeurs démocratiques. ■

Robert

Émergence d'une alternative politique

Dans le cadre du débat sur le mouvement social entamé dans le Coquelicot n° 18, la revue Collectif 31 nous a remis ce texte qui pose des questions et propose quelques perspectives. Face à l'arrogance capitaliste, aux gouvernements complices, à l'allégeance de la social-démocratie, l'émergence d'une alternative politique est urgente. Suit une première liste de signataires. Le débat continue...

Crise financière, traité d'Amsterdam, grève des tramwayistes et des cheminots, mobilisation lycéenne, privatisation de l'Aérospatiale... ont fait ou font, séparé, la une des rubriques économique, sociale et politique de l'actualité. Chacun pourtant représente un aspect d'une même politique que le capitalisme, passé à l'offensive, impose à l'ensemble des pays, des populations de la planète, dans le cadre d'une économie de plus en plus mondialisée, où le respect de l'environnement, de la vie ne pèsent rien.

Le libéralisme est à l'œuvre, le marché dicte sa loi. Les États, complices, mettent en œuvre ses recettes : déréglementation, dérégulation, restructurations, privatisations... Les populations subissent ses conséquences : chômage de masse, précarité et exclusion, remise en cause des garanties et des acquis sociaux, casse des services publics, de la protection sociale... Les solidarités disparaissent, le tissu social se délite, la délinquance, l'agressivité, la violence imprègnent les rapports sociaux.

En France, les gouvernements successifs ont fait allégeance au dogme libéral et sacrifié sur son autel une part croissante de la population. Le gouvernement Jospin, et les forces « plurielles » qui le composent, malgré leurs contorsions, poursuivent les mêmes objectifs et se contentent d'assurer au plan social une politique minimum d'accompagnement. La loi sur la réduction du temps de travail qui n'impose rien aux patrons, le budget 99 où l'essentiel des mesures fiscales (après d'autres cadeaux) favorisent les entreprises, le refus de régulariser tous les sans-papiers, le programme de privatisations à venir et celles déjà faites,

en sont des témoignages significatifs parmi d'autres. De leur côté, les confédérations syndicales, campant sur des schémas et des fonctionnements hérités d'une époque révolue, ont fait preuve de leurs difficultés à combattre cette politique. Ce fut et c'est encore parfois un choix délibéré au nom d'un pragmatisme qui rejette toute idée de transformation sociale et limite son ambition revendicative à un rôle d'accompagnement social. Cela a été et c'est encore aussi au nom d'une expérience de « gauche » quand des partis frères sont arrivés au pouvoir.

Face au capitalisme arrogant, aux politiques libérales des gouvernements, à l'immobilisme des bureaucraties des grandes confédérations syndicales, des fronts de résistance se sont ouverts depuis plusieurs années. En France, le mouvement de décembre 95, la mobilisation des chômeurs de l'hiver 97-98 en furent le révélateur, et la marche contre le chômage de 97 un symptôme en Europe.

De nouveaux acteurs, de nouvelles actrices ont fait irruption sur des terrains en friche que le syndicalisme traditionnel avait déserté ou avait mal appréhendé : femmes, racisme, immigration, chômage, logement, culture. Si, en France, ce mouvement social a provoqué la défaite de la droite, c'est plus par défaut que ses acteurs et actrices ont porté au pouvoir la gauche plurielle sachant majoritairement qu'elle ne constituait ni une réponse aux aspirations portées dans les luttes, ni une perspective de transformation sociale.

Aujourd'hui, ces acteurs, ces actrices du mouvement social (ou des mouvements sociaux ?) espèrent un autre avenir que



celui qui leur est proposé. Ils espèrent en une société autre, plus égalitaire, plus juste, plus fraternelle, plus solidaire, plus humaine. Mais ils veulent aussi que dès maintenant leur situation change, s'améliore. Ils aspirent à une politique alternative pour l'immédiat et à une alternative politique pour l'avenir. Ils sont disponibles pour un projet où :

- la réduction massive du temps de travail, tout de suite et sans perte de salaire, permettrait la création de centaines de milliers d'emplois réels et dégagerait du temps libre pour tous ;

- les privatisations seraient stoppées, le service public maintenu et développé afin de satisfaire les besoins de tous et d'assurer les solidarités ;

- une nouvelle législation assurerait l'égalité des droits entre français immigrés, la régularisation des sans-papiers et le droit d'asile ;

● l'égalité salariale, sociale et politique entre les femmes et les hommes deviendrait la règle ;

● une vraie politique de santé assurerait l'accès de tous aux soins, à une protection sociale basée sur la répartition, la solidarité, dégagée des impératifs de rentabilité, de profits ;

● la justice sociale augmenterait les minimas sociaux, réquisitionnerait les logements vides, réformerait la fiscalité pour redistribuer les richesses et financer les mesures sociales ;

● l'environnement serait respecté : moins de pollution par l'arrêt de la course au productivisme, le développement des transports collectifs, le tri sélectif et le recyclage des déchets, un aménagement équilibré du territoire...

● la solidarité internationale ne serait pas un vain mot ;

● l'Europe serait affirmée comme devant être sociale, solidaire, ouverte, écologiste et démocratique ;

autant de mesures immédiates constituant une rupture avec l'ordre établi et engageant une dynamique de transformation sociale pour une société à définir et à construire ensemble.

Bien que partagé par des citoyens, des militants issus du mouvement syndical, associatif, de la gauche révolutionnaire, mais aussi de l'écologie politique et de la gauche traditionnelle, ce projet n'est pas porté aujourd'hui par une alternative politique capable de représenter aux yeux des centaines de milliers de jeunes, de chômeurs, de précaires, de salariés celle à laquelle ils aspirent. L'alternative politique porteuse d'un tel projet reste à construire.

Il est clair qu'elle ne sortira pas des urnes, encombrées par la politique politicienne, même si la participation à certaines échéances électorales peut permettre de faire entendre une autre voix, un autre projet.

De son côté le mouvement social ne peut pas, seul, accoucher de cette alternative comme certains le laissent entendre au nom de son autonomie ? Il n'est pas homogène même si les luttes qui l'animent sont issues d'un même terreau. D'une part, les manifestations du mois de mars 98 à Toulouse ont montré que l'implication des acteurs et des actrices de ce mouvement

social variait en fonction des thèmes mis en avant. La question de l'antifascisme mobilisait bien plus que la question du chômage ou que celle pour la régularisation des sans papiers. D'autre part, chaque collectif agit sur un terrain de lutte bien spécifique : chômage pour l'un, antifascisme pour l'autre, logement pour un autre encore... chaque appel traite d'un thème particulier, contre la ratification du traité d'Amsterdam d'un côté, appel pour en finir avec l'AMI d'un autre ou encore l'appel contre la privatisation de l'Aérospatiale... Même si des mobilisations existent parce que le fonctionnement en réseau les permet, elles ne concernent que des aspects parcellaires avec des revendica-

ME VOILA
TOTALEMENT
AUTONOME



tions parcellaires. Collectifs, appels, manifestations sont utiles et nécessaires parce qu'ils participent à la mise en œuvre d'une dynamique, mais leur spécificité, leur parcellisation les rend insuffisants pour offrir une réelle alternative de transformation sociale face à la politique gouvernementale d'accompagnement social.

Loin de se décréter, l'émergence d'une telle alternative politique doit répondre à une double question : celle des convergences entre tous ces réseaux, citoyens,

militants associatifs ou syndicaux, celle des convergences avec les forces politiques clairement anticapitalistes. Un projet de transformation sociale ne peut faire l'impasse sur les rapports entre le social et le politique. Sans instrumentalisation des uns ou des autres, dans la garantie de leur autonomie, la refondation de ces rapports est une condition à l'émergence d'une nouvelle alternative politique.

Quelle(s) forme(s) organisationnelle(s) prendra-t-elle ? La question est prématurée. L'important aujourd'hui est d'abandonner nos pré-carrés pour participer à la création de lieux de rencontre pour débattre, confronter, effectuer les bilans des réussites et des échecs, y compris ceux de la social-démocratie, des expériences du « socialisme » à l'Est, ou des dogmes qui nous ont habité, inventer de nouveaux fonctionnements, de nouvelles formes organisationnelles, inventer du rêve enfin pour construire l'avenir.

Bien entendu, il est tout aussi important que ces lieux alimentent des réflexions au delà du cercle initiateur d'où la nécessité de prolonger les débats, les confrontations, les bilans, par la création d'une revue en direction du plus grand nombre.

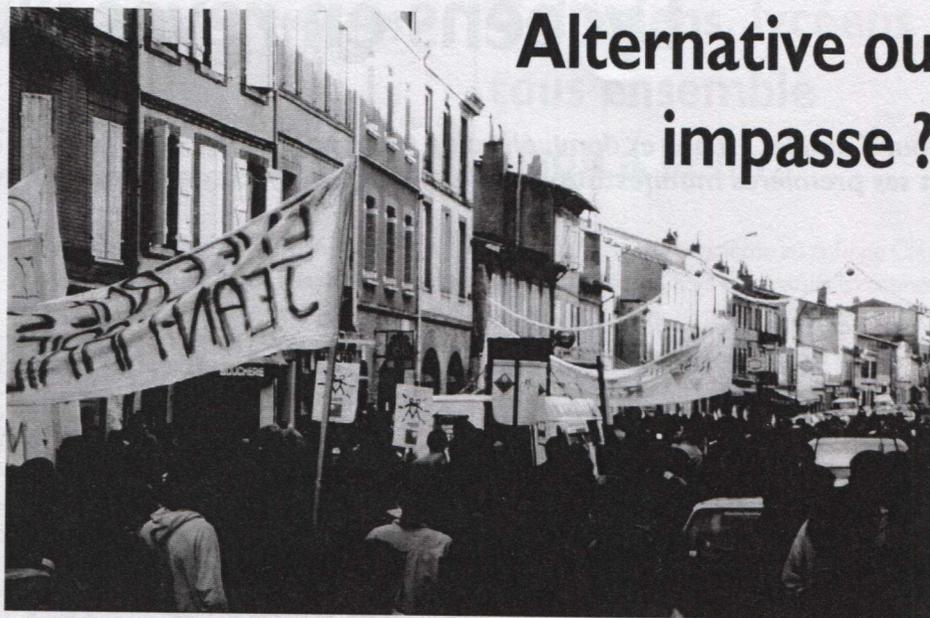
C'est là un enjeu important qui, si nous en sommes capables, doit pouvoir tester son impact dans les mobilisations et luttes à venir, sans exclure certaines échéances électorales (autre tabou !). C'est aussi un enjeu face au péril fasciste qui pourrait être, par défaut, le dernier refuge pour beaucoup de victimes du libéralisme.

La France va-t-elle entrer à minuit dans le nouveau siècle ?

Ce n'est pas inéluctable. Les capacités de résistances sont encore bien réelles. La bataille est devant nous et seuls les combats non menés sont perdus d'avance. Sachons répondre aux aspirations de centaines de milliers de personnes. Pour notre part nous y sommes prêts. Nous appelons à en débattre partout. ■

Jean-Michel Audouin (syndicaliste Aérospatiale)
Geneviève Azam (enseignante en économie), Fabienne Binot (syndicaliste Santé-Sociaux), Bernard Chamayou (syndicaliste enseignant), Monique Dammenberger (syndicaliste Protection Sociale) Gilles Du Ré (syndicaliste Télécom), Bernard Dédéban (syndicaliste Éducation Nationale) Michel Desmars (syndicaliste Cheminots) Dominique Liot (syndicaliste EDF) Jacques Mignard (syndicaliste AZF).

Alternative Libertaire et le Coquelicot organisaient le 26 novembre une rencontre autour du thème « Autonomie du mouvement social ou émergence d'une alternative politique ».



Alternative ou impasse ?

Il a fallu d'abord excuser l'absence de Pierrot, retenu pour des raisons de luttes et de grèves à Paris. Peut-être que l'autonomie passe par là aussi. Le débat est présenté par l'Alternative libertaire, organisation invitante. Dans un premier temps présentation de l'appel (Cf Coquelicot n° 18) dans le cadre socio-politique de la ville, et des controverses qu'il a pu soulever. C'est un texte porté par le mouvement social, c'est aussi un appel transversal interpellant la diversité des acteurs associatifs, syndicaux, politiques. L'appel est entendu comme une alternative à la réponse électoraliste, via les partis d'extrême-gauche et de la gauche plurielle. La particularité d'une ville comme Toulouse, c'est d'avoir un réseau qui fonctionne bien et qui s'étoffe, bien que l'on y retrouve souvent les mêmes personnes. Cette rencontre fait suite au débat du mois de mai (Coquelicot n° 17) à la FOL, et à la table ronde organisée par la revue dans son n° 18.

Quoi faire et avec qui ?

Pour le premier des animateurs de la table ronde, et signataire, l'appel pose un problème important, mais il ne répond pas à la question essentielle : le mouvement social n'a plus de repères. La gauche au pouvoir ne donne plus l'illusion d'une politique de gauche, elle a plus privatisé que la droite, s'en est pris aux acquis sociaux, impose la retraite par capitalisation, précarise l'emploi, et gère l'économie de marché. De fait le mouvement social n'a plus aujourd'hui de perspectives et de relais politique ou syndical. Si, pendant 30 ans, on pouvait manifester sur des mots d'ordre comme gouvernement de gauche, unité populaire... cela ne voulait pas dire que l'on était d'accord, maintenant c'est fini. L'apparition des SUD n'est pas un hasard. Il y a 30 ans, cette gauche de la gauche actuelle faisait de l'entrisme dans les syndicats. Aujourd'hui, SUD existe avec une dynamique, une autonomie différente. Sur le plan politique

cela n'est pas le cas, il n'y a pas dans le domaine politique l'équivalent des SUD et l'extrême-gauche n'est pas une cassure. Mais c'est dans le terrain de l'antifascisme qu'apparaît la cassure avec les partis de la gauche institutionnelle, l'exemple en est la manif du 5 mars où des manifestants furent tabassés par une police commandée par un gouvernement de gauche.

Il faut repenser l'autonomie du mouvement social, l'autonomie politique, au sens historique indépendamment des reliques qui ont tenu jusqu'à maintenant ? Aujourd'hui on n'a pas de réponses, il va falloir que l'on règle des comptes avec notre histoire. Si l'on doit faire une manif contre les emplois précaires va-t-on inviter le PS, le PC ? ça pose un problème ! Et si on ne les invite pas, il faudra alors se situer par rapport à eux et cela veut dire que l'on va s'affronter.

C'est, je crois comme cela qu'il faut poser le problème de l'autonomie. La réponse c'est le cadre des luttes qui la donnera, car ce n'est pas aussi simple. Entre la gauche traditionnelle au pouvoir, certaines associations et des structures qui ont le cul entre 2 sièges, comme par exemple la LCR, un pied dans le mouvement social et la tête dans la tradition historique du « front unique ouvrier » à certain moment on ne sait plus où ils sont. Pour d'autres raisons, il en est de même de la CNT à Toulouse. Il va falloir faire une révolution culturelle dans nos têtes, il n'y a pas d'unité dans le mouvement social mais certains sont prêts à la faire.

Pour d'autres, réaffirmer l'autonomie en soi c'est enfoncer des portes ouvertes : car le mouvement social n'est pas homogène, il est traversé des contradictions des uns et des autres. Le fait de figurer sur une liste électorale ne veut pas dire instrumentaliser le mouvement social, pour autant la stratégie électorale en fonction des

enjeux, ne reste qu'une stratégie. L'expérience des mouvements sociaux n'offre que quelques pistes avec des réponses partielles. C'est autour d'une multitude d'associations et une diversité de différents « appels » que le débat peut être intéressant. Les organisations sociales et politiques doivent s'emparer du débat dans une complète autonomie, cela ne veut pas dire séparation. Aujourd'hui il faut tendre à fédérer les initiatives.

Certains copains pensent que plus personne n'est capable de parler de projet global, comme par exemple, dans le cas des sans-logis, leur relogement ne change pas le problème du logement. Il ne peut être résolu que par une volonté de transformation sociale. Cela veut-il dire pour autant que La logique du mouvement social est sur une démarche horizontale, la logique des partis c'est de prendre le pouvoir quelque soit le niveau d'implication de l'organisation, on participe pour pendre le pouvoir...

Il aurait fallu décrire le nombre important de gens aux AG de l'ATTAC, la lutte récente des lycéens, la problématique de certains syndicats plus sur des positions revendicatives et corporatistes que radicales, l'incapacité à fédérer et à dépasser le cadre de nos petites orgas pour créer une dynamique politico-sociale capable de transformations radicales... mille autres questions qui se sont posées à la vingtaine de participants.

Pour prolonger et approfondir ce débat, et ne pas en rester là, il a été convenu que le Coquelicot portera l'initiative d'une rencontre avec les revues Collectif 31, Fédérer et Libérer et le Piment rouge. ■

Propos recueillis par Bibas

Lycéens en rêves illimités

Pour Camille, 16 ans et demi, élève de seconde au Lycée St-Sernin à Toulouse, c'est sa première grève et ses premières manifestations. Elle a participé à la coordination lycéenne à Toulouse.

Le Coquelicot : comment a démarré le mouvement des lycéens sur Toulouse ?

Camille : le jeudi 8 octobre 1998, je sors du lycée et une fille arrive à moi, toute essoufflée, elle me dit : « vite, les lycéens de Raymond-Nave arrivent, ils sont en grève ! » Dans un premier temps, je lui ai demandé pourquoi ces élèves étaient en grève puis je suis partie prévenir ceux que je pensais être les plus motivés à St-Sernin. Tout a alors commencé très très vite.

Sur quelles revendications ?

Les revendications générales des lycéens étaient et restent : les classes surchargées (jusqu'à 40 en Langues Vivantes), le manque de professeurs, le manque d'encadrement (pions, assistantes sociales, infirmières, conseillers d'orientation...) et pas seulement dans les lycées (les collèges sont également concernés), le manque de locaux, les suppressions d'options (comme le russe, le latin, le grec), le développement de certaines autres options (arts plastiques, théâtre, cinéma, musique), les droits démocratiques réels, droit de réunion et d'affichage : actuellement, il faut faire vérifier tous les documents avant de les afficher.

Personnellement j'ai d'autres revendications : le choix des matières, la mise en place de la philo et de l'histoire contemporaine, bien avant la Première et la Terminale, et la plus importante pour moi : donner aux lycéens un rôle réel, complet et important dans l'établissement.

Comment t'es-tu personnellement impliquée dans ce mouvement ?

Au début, je faisais partie du service d'ordre pendant les manif, puis comme le mouvement m'intéressait de plus en plus, j'ai décidé d'aller à une réunion de la coordination lycéenne qui est ouverte à tout le monde. La réunion partait dans tous les sens mais de bonnes idées étaient données. Et voilà, maintenant je m'occupe plus particulièrement de mon lycée, je suis toujours autant motivée par les AG, création de tracts, discussions, actions : tout cela me passionne.



Est-ce que le mouvement a évolué pendant la grève : entre les revendications de départ et maintenant ?

Au début, les revendications étaient centrées sur les classes surchargées et le manque de profs puis, petit à petit, la demande des droits démocratiques des élèves a été la plus importante.

Qu'est-ce que ta participation active au mouvement t'a amené en termes de rencontres, discussions avec les autres lycéens ?

Le mouvement m'a permis de rencontrer et de discuter avec plein de gens. Cela m'a rendu plus tolérante, car beaucoup n'avaient pas le même point de vue que moi : j'ai appris à être plus ouverte d'esprit. Les discussions ne sont pas toutes basées sur la grève, on parle aussi de politique, de musique, de littérature... Le brassage d'idées a été très important et j'ai éprouvé beaucoup de plaisir à vivre tout cela.

À ton avis, pourquoi les profs ne vous ont-ils pas soutenus ?

Les profs étaient très divisés, ils ne savaient pas vraiment ce qu'ils voulaient ! Un jour, un copain et moi sommes allés les voir pour savoir s'ils avaient l'intention de faire grève, et pour leur demander ce qu'ils pensaient de notre mouvement. Certains profs étaient tout à fait en accord avec nous sauf qu'eux, ils avaient une revendication en plus contre le rapport Meyrieu, mais d'autres, par contre, n'étaient pas du tout d'accord. Alors je pense que s'ils ne

nous ont pas soutenus (quelques uns étaient dans certaines grèves à Toulouse), c'est parce qu'ils avaient soit peur du mouvement et du gouvernement, soit de « bonnes » raisons (personnelles ou non) que nous ignorons.

C'est la rentrée (novembre) : allez-vous continuer la grève ?

Je souhaite que la grève continue, peut-être sous d'autres formes, car je pense qu'Allègre ne nous a pas compris, ne nous a pas écoutés : nos revendications n'ont pas été satisfaites. Plusieurs propositions ont été données pour reconduire le mouvement : barrage de grandes avenues, blocage de dépôts de bus, de métro et de train, faire un « carnaval », organiser des rencontres sportives entre les lycées, faire des « cours » sur notre mouvement et sur l'histoire contemporaine, à l'extérieur... Pour ma part, je pense qu'il faudrait dans un premier temps ouvrir les péages d'autoroutes et en échange, demander aux gens une participation pour le mouvement lycéen. Avec l'argent récolté, on achèterait de quoi manger et on louerait une sono, puis on s'installerait dans un lycée particulier, un « squatt » pendant deux jours et une nuit avec, à ce moment là, des groupes de musique de lycéens, des rencontres sportives et des cours avec les profs. Je pense que cette forme serait la meilleure : ce serait une fête et une rencontre, le moyen de discuter avec beaucoup de personnes, adultes

et ados, entre gens sérieux et réalistes. Cela ferait beaucoup de bruit si les médias étaient de la partie, et pour nous, ce serait le meilleur moyen de se faire entendre et comprendre.

As-tu envie du soutien d'autres mouvements ?

Nous sommes tous des lycéens et on nous considère encore comme des gamins : c'est pour cela que je pense qu'il nous faudrait l'aide des chômeurs, des ouvriers, des intermittents du spectacle... tous ceux qui ont des raisons de se battre contre le fonctionnement de notre gouvernement. C'est le seul moyen pour moi d'avoir tout ce qu'on désire : plus d'égalité, moins de chômage, de pollution, de misère, de guerres, de famines.

Il y a eu des dissensions dans le mouvement lycéen entre les coordinations qui se voulaient indépendantes et le syndicat la FIDL. Vous revendiquez-vous apolitiques ? Avez-vous côtoyé des politiques durant la grève ? Maintenant, avec l'expérience, as-tu envie de t'investir de nouveau dans un mouvement ?

Je pense que si les coordinations le souhaitent, elles pourraient adhérer à une association, une organisation (même avec de fortes tendances politiques car après tout, tout le monde est libre). Mais ce que je n'accepte pas du gouvernement, c'est qu'il soit plus à l'écoute de certaines organisations lycéennes proches de celui-ci comme la FIDL. Allègre est à gauche (PS) la FIDL aussi : durant les « grandes » négociations il n'a pas voulu écouter les autres organisations lycéennes indépendantes : ça c'est scandaleux ! Je ne peux pas appartenir à un mouvement politique et encore moins à un parti. Mes idées commencent juste à se former et je pense que je finirai soit libertaire soit anarchiste... seul l'avenir me le dira.

Quelle est la question que tu aurais aimé que je te pose ? Si si vas-y !

Peut-être une question sur l'actualité autre que celle sur les lycéens. Par exemple, ce qui arrive en ce moment au Nicaragua et Honduras me révolte. Ça arrive toujours aux plus pauvres. Malgré la solidarité entre les habitants le gouvernement du Nicaragua a eu un comportement nul surtout quand il n'a pas envoyé de l'aide aux habitants qui avaient élu des Sandinistes (révolutionnaires) sur leurs communes.

Good luck Camille !

Le mouvement lycéen dans l'avenir : perspectives

Depuis le jeudi 5 novembre 1998, plus aucune nouvelle du mouvement lycéen n'a été donnée. Celui-ci s'est-il complètement effacé ?

En effet le comité d'organisation s'est dissout à Toulouse pour laisser place à quelques lycéens motivés qui envisagent différentes actions comme par exemple l'ouverture gratuite de certains péages ou encore le blocus des grands boulevards. À la dernière réunion qui s'est déroulée le samedi 7 novembre à la Bourse du Travail, l'arrêt de la grève a été décidé durant une période de 3 semaines à 1 mois afin de pouvoir récolter des fonds et mieux bâtir ainsi la prochaine manifestation. Pourquoi une manifestation si tardive ? Les lycéens sont toujours enthousiastes à l'idée de prouver leur présence au « mammouth » Allègre qui promet des mesures concrètes et appliquées à partir de janvier 1999. Ils veulent en quelque sorte lui poser un ultimatum avant de reprendre leur mouvement en cas de non aboutissement de leurs revendications.

À suivre... ■

Claire

Collégiens, lycéens tous ensemble jusqu'à la fin

Je suis élève de troisième au collège Clémence Isaure. Lors des manif lycéennes de cet automne, je me sentais proche de leur démarche. Je décidais donc de me joindre à leur grève.

Le mercredi 14 octobre, j'en parlai à mes copains. Beaucoup de quatrième et de troisième étaient du même avis. L'après-midi, j'appelai une copine pour rédiger un tract à distribuer le lendemain matin.

Jeudi à 8 heures, le mot d'ordre était bien passé, mais dès que le directeur est arrivé tout le monde est rentré. Nous avions décidé de faire la grève dans l'enceinte du collège, l'après-midi, car l'administration ne nous avait pas autorisé à sortir pour rejoindre les lycéens. Ce fut un succès. Même les professeurs étaient avec nous. J'avais rédigé une pétition, que tout le monde signa, y compris certains enseignants et surveillants. Son objectif était de parler des problèmes du collège, comme par exemple le manque de livre de maths (1 pour 2) en quatrième ou encore la vieillesse des livres de français en troisième (18 ans).

Vers 14 h, nous nous sommes réunis dans la cour et nous avons parlé des problèmes du collège et de notre avenir dans les lycées où les classes sont surchargées et où il y manque des profs.

Le mardi 20 octobre, nous voulions tenter notre chance, nous nous étions mieux organisés. Nous déposâmes un préavis de grève à l'administration et au rectorat trois jours auparavant. Nous avons distribué des tracts devant l'établissement et nous avons prévenu les autres collèges.

Nous nous rassemblâmes devant Clémence Isaure à 9 h 30, puis lorsque tout le monde fut arrivé nous partîmes au Capitole. Nous étions une cinquantaine avec des bandeaux rouges pour nous repérer en cas de problèmes. Le vendredi, nous apprîmes que nous étions 250 absents sur 750. Nous étions à la fois satisfaits du nombre de grévistes mais aussi en colère parce que nous n'étions pas aussi nombreux que cela à défiler avec les lycéens.

Cette expérience nous a laissé un bon souvenir, et si c'est à refaire nous le ferons. ■

Jess



Bonn



le coquelicot

année 1999

et vive la sociale !



L'équipe du Coquelicot sur la barricade de Belleville le 18 mars 1871.

Nucléaire, néo-colonialisme français et pratiques mafieuses

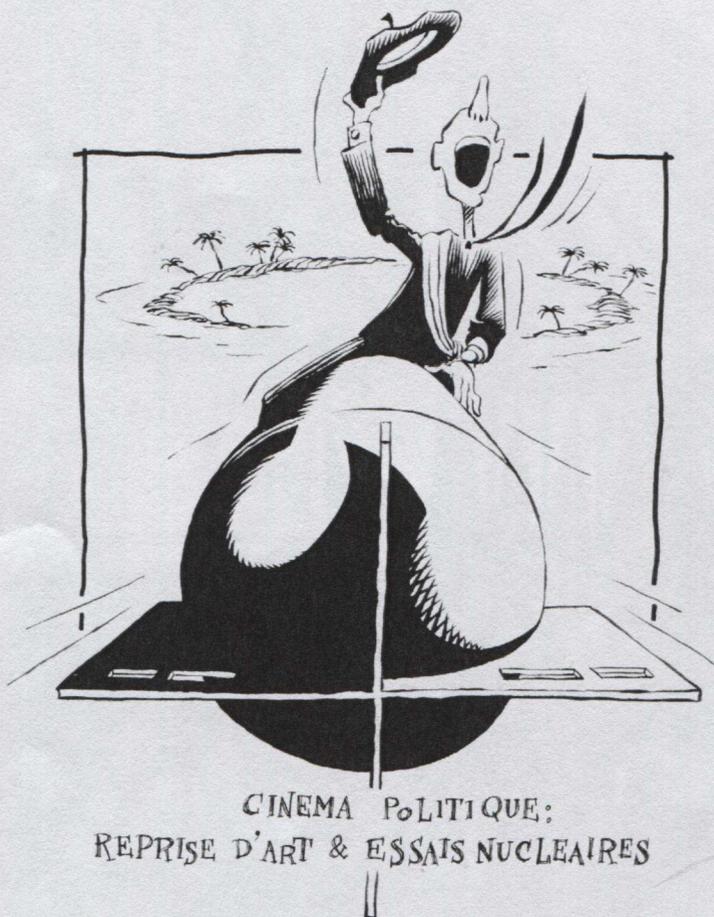
En juin 1995, Jacques Chirac, décidait la reprise des essais nucléaires sur le territoire de la Polynésie française. Le mouvement du Larzac décidait l'envoi de 8 militants, pour s'associer solidairement au peuple Maohi, victime de 30 années d'explosions nucléaires.

Le 6 septembre au matin, nous étions 4 paysans du Larzac (J.L. Bernard - José Bové - Alain Desjardin - Christian Roqueirol) au sein de la manifestation, organisée par le syndicat « A TIA IMUA » (CFDT) qui a pénétré sur le tarmac de l'aéroport de Faa'a. À ce titre, nous avons été inculpés, avec 60 polynésiens et avons comparu devant le tribunal correctionnel de Papeete du 21 au 26 septembre 1998

L'état des lieux

Arrivés une semaine avant l'ouverture du procès, nous avons fait le constat d'un mouvement anti-nucléaire éclaté et inexistant (pas mieux en métropole !). Mais à Tahiti, il était important de reprendre l'initiative du fait du procès si nous ne voulions pas laisser la justice française et les politiques coloniales locales, seules à l'œuvre pour un procès de droit commun

Contacts téléphoniques, déplacements à domicile nous permettent de mesurer les dégâts faits pour que puisse se tourner la page de l'après-nucléaire ; éclatement du syndicat A TIA I MUA, réduction d'initiatives de l'ONG - HITI - TAU, repli attentiste du parti indépendantiste le TAVINI, militants politiques et associatifs isolés, etc. Pendant ce temps, le peuple tahitien, qui porte ses blessures et n'a pas oublié, vit au jour le jour sans perspectives, si ce n'est s'enfoncer dans la société de consommation, au moins pour ceux qui peuvent « s'enivrer » de ses produits (chômage réel autour de 25 %). Nous ne pouvions nous présenter dans cet état, face au



tribunal et à nos accusateurs. Par appel radio, par courrier nous avons amené l'ensemble des inculpés à se retrouver avec nous pour analyser les événements antérieurs, identifier les vrais responsables, organiser notre défense. Il fallait que ces syndicalistes brisés, ces militants politiques isolés, ces gens qu'ils disent « de peu » se redressent face à l'opinion publique et à leurs juges. La suite dira que la voie prise était la bonne...

Depuis le tribunal, juger les actes de nos politiques

Sous haute surveillance et dans une ambiance tendue, s'est ouvert le procès. Après le contrôle des inculpés, la lecture à

chacun des actes d'accusation, le passage à la barre modifia le cours de l'histoire du colonialisme nucléaire français. Grâce au passage par ordre alphabétique, les paysans du Larzac donnèrent le ton en rendant responsables des violences les politiques de domination nucléaire de la France et des pays nucléaires.

Les Tahitiens prirent confiance, et retrouvèrent leur dignité face au tribunal :

- Pour exiger de pouvoir parler dans leur langue en présence d'interprètes (trois interprètes se sont succédé !) qui respectent l'intégralité des blessures ressenties au fond de leur être, du fait des explosions au sein de leur « mer nourricière », mais aussi de faire état des tortures subies par les gendarmes blancs :

- Pour dénoncer les rapports de gendarmerie ne portant pas l'intégralité des coups reçus, des mises à nus, des tortures physiques (elle m'ont rappelé la sale guerre d'Algérie), des signatures de dépositions falsifiées...

- Les faux témoignages, par des personnes agents de main du gouvernement Flosse, qui se sont lamentablement dégonflés, après que nos avocats aient su les faire comparaître.

- Les actes barbares, et de violences raffinées, appliquées par les gardes-mobiles et autres forces de désordre organisées, lors de l'attaque du local syndical d'A TIA I MUA, où tous les syndicalistes furent pris comme dans une embuscade.

- Le lynchage du mouvement anti-nucléaire, qui dura une semaine après

l'explosion de la première bombe, en sorte que la suite du programme des tirs puisse se réaliser sans la moindre contestation. Nous avons noté, qu'après la deuxième explosion, il n'y a plus eu que 30 personnes pour manifester à Papeete... la prison était, elle, pleine.

● La complicité honteuse de la presse locale alliée inconditionnelle des pouvoirs français et locaux.

Les citations de témoins ont contribué à faire de ce procès, celui du nucléaire et de l'écrasement du peuple polynésien :

● D. Voynet (lettre) : *nombreux sont aujourd'hui, les français qui sont convaincus que ces essais étaient inutiles et nuisibles...*

● J. Ihoai (président de l'église évangélique) : *cette reprise des essais s'est faite sans l'accord du peuple Maohi, blessé dans sa chair...*

● M. Coppenrath (évêque catholique) : *tous les ingrédients étaient réunis pour cette violence. Aujourd'hui, je me sens très proche des gens qui sont ici...*

● G. Tetiarahi (Hiti Tau) : *le procès doit être celui de la bombe, non celui des travailleurs. Des questions se posent sur les travailleurs irradiés et disparus, mis dans des cercueils de plomb.*

● Uruguei (Kanak de l'USTKE) : *la force de l'état peut être répressive, mais peut aussi appeler au dialogue pour préparer l'avenir. Ce ne fut pas le comportement de Gaston Flosse, président du gouvernement territorial, qui accepta de venir témoigner après de nombreuses interventions d'avocats, dont F. Roux.*

Qui est jugé aujourd'hui ?

Bien sûr, le centre de ce qui devait être jugé et réduit au silence, c'est l'expression des gens par le droit syndical, la vie associative... Hiro Tefaarere a mieux fait que se défendre à la barre. Les différents incidents qui se sont déroulés au fil des jours d'audience, bien rapportés par la presse et télé locale (enfin) ont montré qu'il y avait un complot d'état fomenté pour décapiter le syndicat ATIA I MUA, le mouvement anti-nucléaire. Comme Hiro était capable de faire la preuve de cela, et le prévoyant, la justice locale le fit examiner par des psychiatres... militaires et, scandale de plus, le rapport d'expertise fut lu par le juge. Hiro y était qualifié de « bâtard paranoïaque ».

Dans son long réquisitoire, le procureur Cabrol a cependant posé la question « de savoir si le nœud de ce procès n'est pas celui de la reprise ou non des essais nucléaires.../... si le devenir des jeunes laissés pour compte de la société ne sont pas de la responsabilité de l'état français

par une répartition différente des richesses. »

Mais le plus insupportable pour nous, c'est la demande de privation de droits civiques de 3 à 5 ans pour les anciens leaders syndicaux, dont Hiro Tefaarere, aujourd'hui conseiller territorial. Ce serait donner plus de pouvoir à Gaston Flosse.

Les 11 avocats de la défense font front commun pour situer les responsabilités des dirigeants français, du gouvernement territorial. Notre avocat ne manque pas de comparer les manifestants à l'aéroport de Faa'a, à « l'intifada » palestinienne contre les Israéliens, « des pierres contre des armes » Ce procès est le procès du colonialisme dans ce qu'il a de plus infamant !

Je terminerai par un extrait d'une thèse écrite par un officier du SIRPA, Geneviève Sénéchal : « Dopée par les fonds publics, l'économie traditionnelle a été profondément déstabilisée. L'installation du CEP a bouleversé l'économie du territoire en contribuant à l'enrichissement de certaines catégories et à la paupérisation de beaucoup d'autres... »

Le Conseil Économique Social et Culturel, dans un rapport de 1992, commente les conséquences de la perte des valeurs ancestrales : « Coupée de ses racines et oublieuse de ces traditions, la population perd ses Repères et, au fur et à mesure qu'elle se concentre en zone urbaine, se voit contrainte d'adopter un système de valeurs qui lui est étranger et ne profite qu'à une minorité privilégiée. Éclatement de la famille, effacement de la solidarité devant le mercantilisme et l'égoïsme, perte de liens communautaires traditionnels, manque de civisme, mauvaise adaptation à la modernité, vide existentiel ! »

Nous avons vu ces regards blessés, ressenti ces fractures sociales et culturelles, cette arrogance des dominants.

Saurons-nous donner un prolongement solidaire, entre la Polynésie et la France ?

La dignité tahitienne retrouvée au cours de ce procès du colonialisme et du nucléaire est un appel aux femmes et aux hommes épris de paix, de développement durable, d'échanges fraternels. ■

Alain Desjardin

Une campagne de solidarité en faveur des femmes afghanes



L'avènement des Talibans en Afghanistan a dépouillé les femmes et les filles de leurs droits les plus élémentaires. Elles sont aujourd'hui exclues du système d'éducation. Le travail et la prise de parole en public leur sont également interdits et elles ne peuvent sortir qu'accompagnées. Elles sont forcées à porter des vêtements qui dissimulent entièrement leurs corps, les réduisant à l'invisibilité, à n'être en fait que des ombres sans voix privées du droit de choisir et de mener une vie gratifiante. Il ne s'agit ni d'une question religieuse ni d'un enjeu de culture locale mais d'une forme d'apartheid qui affecte les femmes afghanes. Leur désespoir et leur sentiment d'isolement sont d'autant plus profonds qu'elles croient le monde inconscient de leur terrible destin.

Le Parlement Européen a fait appel à la communauté internationale afin qu'elle exprime son soutien aux femmes afghanes. « Living Shadows » est une campagne organisée par Women Aid Internationale pour relayer et étendre l'action du Parlement. Vous pouvez écrire à votre député(e) afin qu'il/elle organise une campagne auprès de l'ONU pour exiger le respect de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme en Afghanistan.

Par la présente nous exigeons que les membres des Nations Unies et de toutes les organisations internationales ne reconnaissent pas l'Afghanistan tant que le régime d'apartheid et de ségrégation des femmes perdurera, fassent tout en leur pouvoir pour que l'aide humanitaire distribuée en Afghanistan soit aussi accessible aux femmes sans discrimination et exercent une pression directe et indirecte sur le régime taliban afin qu'il respecte la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme en Afghanistan. ■

Women Aid International

3 Whitehall Court, Whitehall, Londres SW1 2EL, R.U.

« La poésie de l'étoile »

Vendredi 25 septembre, Claude Faber est venu présenter le livre sur Armand Gatti, « La poésie de l'étoile ». Construit sous la forme d'une interview, il est le premier d'une série que cet auteur va consacrer à des anarchistes.

Une occasion pour dialoguer sur le sens du mot « anarchiste », quelle définition, quelles lignes directrices donner à ce mot trop souvent galvaudé et sali par des médias à la botte de la bourgeoisie ?

Armand Gatti était venu accompagner son interviewer, il était disponible pour répondre aux questions et nous parler de sa vie consacrée toute entière à la résistance, à la lutte contre les injustices, à la prise de conscience.

Pour bien comprendre le personnage, il faut l'écouter parler tant sa vie est tumultueuse. Claude Faber prévient d'ailleurs le lecteur, difficile d'écrire la biographie d'un homme qui dit être né avant sa naissance « *Tu ne vas pas me croire, je suis né six ans avant ma naissance. Cela me rend l'existence difficile de naître sans moi. Mais toute ma démarche est née à l'occasion de la rencontre Lénine-Makhno. Nestor Makhno était un anarchiste ukrainien. À la révolution de 1917, il a fondé une union paysanne en Ukraine et a créé des communes rurales autonomes. Mais, le jour où les bolcheviks vont s'intéresser à l'Ukraine, Makhno et les anarchistes vont devenir gênants à leurs yeux. Ce sera le début d'une lutte sans merci. Makhno va rencontrer Lénine à Moscou, sans rien obtenir.*

Il faut comprendre que deux conceptions fondamentales de l'homme se sont opposées : d'un côté le déterminisme que l'on retrouve dans la pensée traditionnelle de la physique avec ses connaissances établies sur le principe de la causalité, et de l'autre la pensée possibiliste. L'un c'est la prise de pouvoir qui l'intéresse, l'autre c'est la prise de conscience. Qu'a donné le déterminisme au fil des temps ? Dieu, l'église, le fascisme, le nazisme, tous ces intégrismes qui ne résistent que sur leur certitude ? Tous ces systèmes qui font que l'humanité est passée à côté du monde... L'Histoire n'est que l'illustration du prolongement de la rencontre Makhno-Lénine. L'exemple le plus significatif reste la guerre d'Espagne. Il ne s'agissait pas seulement d'un affrontement droite-gauche, mais bien d'une guerre entre possibilistes et déterministes ».

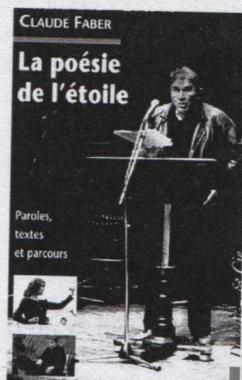
Gatti nourrit son écriture actuelle de l'affrontement qui oppose l'hypothèse à la certitude, le projet à la directive, la probabilité à la vérité, la prise de conscience à la prise de pouvoir. Bref, le probabilisme au déterminisme. Voilà le fondement du mot anarchie pour Gatti.

C'est pourquoi le langage est au cœur de sa lutte, les mots sont porteurs de la connaissance, de la culture, de la résistance. Sa question du langage est exactement la même que celle posée par les physiciens quantistes ou les indiens du Guatemala. C'est pourquoi, depuis dix ans, Gatti ne fait plus de théâtre traditionnel, il cherche à redonner aux exclus, aux opprimés une dignité, que seuls le verbe et le langage peuvent rendre possible, car ils sont les clés de la compréhension de l'univers.

La vie de Gatti passe par l'assassinat de son père anarchiste, par la résistance dans le maquis, par les camps de concentration, par ses rencontres avec le Che, Mao, et plus récemment Marcos. Elle passe aussi par ses rencontres avec des anonymes comme Felipe tombé à ses côtés au Guatemala, Jean Magne et bien d'autres...

Un livre fort, bouleversant mais aussi terriblement vivifiant, car la vie de ce toujours jeune homme de 73 printemps, est un exemple de lutte et de conscience. Gatti est un intellectuel au service de l'humanité. ■

Jérôme



La poésie de l'étoile, Ed. Descartes & Cie, Coll. Les passeurs de frontières, 248 pages 120 F.

18 millions : c'est le stock de main-d'œuvre potentiellement inutilisable. Le chômeur nouveau est arrivé et nous voilà rassurés, la bataille du chômage est gagnée dans l'Europe libérale. (Rapport de la commission européenne octobre 1998)

16 000 : c'est le nombre de RMistes dans les Pyrénées Orientales, mais aussi la région où il y a le plus de résidences secondaires et de personnes imposées sur la grande fortune... (dixit M.C. Betbeder dans le Monde du 14 oct. 1998) et comme il est dit plus loin *la beauté du site, la douceur du climat ont amené les hommes à avoir sur place un comportement d'usurier et à aller investir ailleurs, ceci expliquant cela !*

1 500 : c'est le nombre de jours que dura la Guerre de 1914. On mobilisa en France 8 200 000 bidasses (1 400 000 morts). Dans toute l'Europe, elle fit 9 millions de morts, 20 millions de blessés, 3 millions de veuves, 6 millions d'orphelins... à dieu ne plaise que la guerre est jolie !

48 400 F ou 64 400 F : c'est le prix d'une journée de casernement ou d'hôtel lorsqu'une compagnie de CRS (95 hommes) se déplace pour réprimer le méchant manifestant qui trouble les gentilles réunions du FN. Le rapport Carraz-Hyest évoque « la possibilité de les régionaliser » et en plus les régions riches auront plus de CRS.

50 millions d'années : c'est le temps qui faudra à l'Afrique avec l'aide (salaud) des plaques tectoniques pour se coller à l'Europe. Les plaques tectoniques avec nous contre le FN.

330 millions : c'est le nombre d'habitants sur terre en l'an de grâce 1100. En l'an de grâce 2 050, 11 milliards et que des étrangers, Mr Jospin a-t-il un plan pour leur rapatriement ?

4 % : c'est le pourcentage qui, pris au 225 plus grosses fortunes mondiales permettrait à toute la population du monde d'accéder aux besoins de bases (éducation, santé, alimentation...) mais que fait le pape.

32 personnes : c'est le nombre de riches dont leur revenu dépasse le PIB de toute l'Asie du Sud-Est. Mais que fait le dalai-lama ?

15 personnes : c'est le nombre de riches (encore) dont leur revenu dépasse le PIB de tous les pays africains. Mais que fait le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) sinon pondre tous les ans un rapport pour nous dire que les riches sont plus riches et les pauvres sont plus pauvres. ■

Bibas

Un militant de son siècle

Il y a 10 ans déjà, le 14 avril 1988, Daniel Guérin nous quittait après une vie militante bien remplie. Son nom est aujourd'hui quelque peu oublié, et certainement quasi inconnu dans les jeunes générations.

Pourtant, Daniel Guérin fut un militant engagé qui a laissé une œuvre littéraire de référence. J'ai beaucoup de plaisir à le présenter car j'ai suivi depuis son intégration à l'Organisation Révolutionnaire Anarchiste en 1973, un parcours politique relativement proche. Nous nous sommes liés d'amitié quand nous militions tous deux à l'Union des Travailleurs Communistes Libertaires.

Daniel naît au début de notre siècle. Homme de lettres, il orientera sa vie professionnelle autour de la littérature et de l'histoire comme le prouve son livre sur la révolution française récemment réédité « *Bourgeois et bras nus* ».

Un homme de l'action militante

Ce fils de la bourgeoisie s'engage très vite au côté des opprimés. Par sa participation au mouvement populaire de 1936, son engagement syndicaliste révolutionnaire, mais aussi son anticolonialisme, il va très tôt rentrer en contact dès les années trente avec les nationalistes marocains et algériens. Plus tard, il rencontrera les Vietnamiens et sur la fin de sa vie il se liera d'amitié avec les Kanakes. Il a écrit un livre fort intéressant sur « *L'affaire Ben Barka* » où il dénonce le rôle peu reluisant des services secrets français. Son chemin l'amènera aussi vers d'autres terrains de luttes : il vivra et revendiquera son homosexualité en l'incluant dans son combat politique, ce qui ne l'empêchera pas de se marier avec Marie Fortwangler et d'assumer son rôle de père et de grand-père. Antimilitariste, il jouera un rôle important dans le soutien aux comités de soldats.

Son combat antifasciste sera rapporté dans deux livres « *La peste brune* » et « *Fascisme et grand capital* ». Dans le premier, il y présente l'évolution rapide de la situa-

tion politique dans une Allemagne en voie de nazification. Nous avons la sensation, qui fut d'ailleurs réelle, de la liquidation de l'opposition de gauche en un temps aussi court que l'est une année. Il y décrit aussi un certain nombre de comportements qui peuvent tout à fait s'adapter à un certain nombre de personnages que nous pouvons rencontrer aujourd'hui dans notre vie de tous les jours. On y trouve des attitudes de petits « beaux » mais



aussi des esprits libres qui vont tomber dans l'excès inverse, le paradoxe du fascisme. Dans le second livre, il montre la capacité de Mussolini comme de Hitler à fédérer les couches populaires et celles de la petite bourgeoisie

au travers d'un discours très anti-capitaliste. Dans le même temps, ils réussissent à passer alliance avec le capital de l'industrie lourde et à se faire financer par lui.

Daniel sera de tous les combats de son temps

Sur le terrain politique, il va glisser de la gauche de la social-démocratie vers le trotskisme, puis il finira par rejoindre le courant communiste libertaire. Dans les années trente, il critique vertement la politique de collaboration de classe des partis communistes et socialistes qui sont incapables de contrer la montée du fascisme. Son évolution qui le mène au courant libertaire se fera après-guerre, il va rompre avec le trotskisme sur la question du centralisme démocratique et de l'application autoritaire du communisme tel que le léninisme l'a généré. Cependant, il restera attaché à l'analyse marxiste de la société capitaliste et cherchera toujours à établir le lien avec la pensée libertaire. Ses ouvrages sur la question, *Pour un marxisme libertaire*, *À la recherche d'un communisme libertaire*, *Ni dieu ni maître*, sont un apport important à tous ceux qui souhaitent s'initier à l'idéologie libertaire.

Il me semble important de rappeler à l'occasion du dixième anniversaire de sa disparition, que Daniel Guérin fut un homme de conviction et qu'il nous a laissé une œuvre littéraire qu'il ne faut pas laisser tomber dans l'oubli. ■

Biquet

Traits noirs pour Revue Blanche

Nos vies ont toujours croisé des images. De façon éparse et chronologiquement disparate les dessins pour enfants, les livres illustrés, les gravures égayant d'austères revues, les traits rapides de la presse, sont venus un jour ou l'autre à notre rencontre. Dans nos mémoires existe un musée qui accompagne nos actes. Musée désordonné que notre siècle alimente peu, dépoussière rarement. Musée à l'abandon où les liens entre l'œuvre et son auteur sont partiellement effacés, où les visites s'espacent faute de guide discret et compétent. *Traits d'ombres* (éditions Ombres) est la collection qui refait le chemin en sens inverse, donnant à voir ce qui nous avait échappé, éclairant les zones peu fréquentées, partant à la recherche du temps oublié et de ceux qui nous y ont tracé des lignes merveilleuses.

Traits d'ombres s'intéresse au dessin, à la gravure, aux lithographies, estampes, eaux-fortes, lavis... et à leurs auteurs, familiers ou inconnus, d'ici ou bien d'ailleurs. C'est un voyage vers les signes qui ont fait grandir nos yeux à la dimension de l'homme. Parmi ces signes, certains ont à voir avec l'histoire du mouvement libertaire. En témoignent deux des premiers titres parus.

FEMMES, FEMMES
de Félix Vallotton

Félix Vallotton (1865-1925). Né à Lausanne, Vallotton s'installe à l'âge de dix-sept



F. Vallotton : En famille (dessin dans *Le Cri de Paris*, 1898, sur l'affaire Dreyfus).

ans à Paris et entre à l'académie Julian. En 1891, il réalise ses premières gravures sur bois, fréquente intimement le milieu de *La Revue blanche* (les frères Natanson, Octave Mirbeau, Jules Renard, Remy de Gourmont, Félix Fénéon) et participe graphiquement aux publications de tendance anarchiste. Il rejoint le groupe des nabis (Bonnard, Vuillard, Roussel et Denis) et se sent très proche de Toulouse-Lautrec. Il illustre de nombreux livres, collabore à de multiples journaux tout en poursuivant son œuvre picturale. Pendant l'affaire Dreyfus, sa participation à la revue *Le Cri de Paris* soutient le combat en faveur de la justice en ripostant de façon féroce aux dessins anti-dreyfusards de Forain. C'est en janvier 1898 qu'il réalise sa série *Intimités*, dix gravures sur bois qui renouvellent un genre tombé en désuétude, en renouant avec la pureté primitive de cette technique et en s'inspirant des estampes japonaises. Ces travaux influenceront fortement Wassily Kandinsky, Ernst Ludwig Kirchner, ainsi que tout le groupe expressionniste allemand Die Brücke.

LE MEXIQUE ILLUSTRÉ
de J. G. POSADA

José Guadalupe Posada (1852-1913). « Posada est puissant, non seulement par la qualité de son travail, mais aussi par sa quantité ; il a exécuté plus de 15 000 gravures. Qu'on soit le plus sophistiqué ou le plus raffiné, on peut trouver des satisfactions dans l'œuvre puissante de Posada. Son œuvre peut seule être comparée à celle des grands maîtres comme Goya. Ce maître a illustré toutes les chansons populaires du Mexique, toutes ses plaintes et a gravé toutes ses souffrances et tout son bonheur. Au début de la Révolution, il a gravé les petits journaux illégaux de la Révolution. De la même manière qu'il avait illustré les prières du Mexique qui avaient été comme le narcotique et l'opium de ses grandes souffrances. Posada, avec le seul matériau de la petite plaque de zinc entre les mains, peut être considéré comme le frère aîné des peintres mexicains d'aujourd'hui. » Diego Rivera. ■

Tony



En haut : Félix Vallotton, *Crimes et châtiments*, album pour *L'Assiette au beurre*
En bas : Henri de Toulouse-Lautrec, couverture de *La Revue blanche*, 1895.

Autres titres disponibles dans la même collection :

Aubrey Beardsley, *Desins*.

Gustave Doré, *Portraits pour Rabelais*.



J. G. Posada : Calavera d'un révolutionnaire zapatiste.

PARIS INSURGÉ
LA COMMUNE DE 1871
de Jacques Rougerie
Éditions Découvertes Gallimard



J'avais un léger déficit de mémoire quand mon neveu est venu me demander de lui raconter *La Commune* le tout à vitesse supersonique et sans la voix qui tremble quand je parle de la « butte

rouge ». En bon tonton, j'ai pris la main de la petite tête blonde et nous avons, tout en parlant de nos ancêtres libertaires, dirigé nos pas vers la librairie la plus proche. Les rayons d'une librairie ont cela d'extraordinaire, on y trouve toujours ce que l'on cherche quand la curiosité vous pique. Le petit est donc ressorti avec un ouvrage des plus accessibles, un condensé paisible sur la mémoire populaire de *La Commune* empli d'illustrations, de croquis, de notes tout azimut retraçant les soixante-douze jours d'une utopie qui nous fait encore envie. Sorte de mini-récit historique, parfois imprécis dans la rédaction mais où toutes les informations utiles se retrouvent au côté de près de 190 documents sélectionnés pour un ouvrage des plus ludiques. Jacques Rougerie nous propose un livre que l'on consulte entre chaque coup bas juste pour ne pas perdre la colère qui gronde toujours. J'm'énerve pas petit, j'explique ! ■

R. Vaporetto

ÉTAT DE PEUR
de Samuel Golem
Éditions AAEL
100 F. 264 pages.

Coup de cœur pour un livre de terreur ! C'est de la « politique-fiction », le futur du programme du front national. « *Quand nous arriverons, ils partiront* ». De ce slogan puant, ce livre nous en décrit l'avenir. Il se lit comme un cauchemar. Malgré une écriture un peu lourde, et des redondances, il n'est plus possible d'en sortir avant la fin. Je me suis attaché à ses personnages et j'ai vécu leur descente aux enfers avec angoisse.

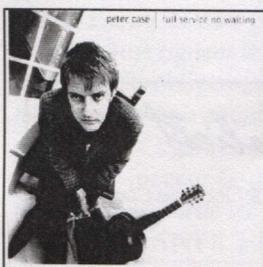
La question est de savoir si la peur qu'il engendre est mobilisatrice ou anesthésiante. Devons-nous sortir de ce livre la matraque à la main ou avec la décision de se planquer ? Quoiqu'il en soit on ne pourra pas dire après avoir lu *État de peur* que l'on ne savait pas quel avenir nous préparent le FN, la droite collabo et le monde politique qui lui ouvre la voie. ■

Caillou pavé



« *Le ventre est toujours fécond, d'où est sortie la bête immonde.* »
Bertold Brecht

PETER CASE
Full service no waiting



Qui se rappelle de Peter Case ex-chanteur des Plimsouls, guitariste hors pair, amoureux de ces rythmes folk teintés de blues traditionnel ? Peu de gens peut-être, du moins, lors de sa venue à la Mounède, nous n'étions pas nombreux face à une légende

du rock'n roll. Qu'importe. La chaleur, l'envie de partager avec ces quelques irrédutibles étaient la plus forte. Des titres aux accents de nostalgie, prise directe sur le présent, sachant allier dans une douce alchimie cette âme de vieux routard des années 70 avec des arrangements des plus actuels. Peter Case, dans son dernier album, réconcilie tout le monde avec la mélodie travaillée. La subtilité des voix que l'on pose sur quelques accords vous font dire que la simplicité est trop souvent absente ces temps-ci. Peter Case c'est du tout bon à l'état pur. ■

R. Vaporetto

Les pieds dans le béton

La tristesse m'était tombé dessus comme une enclume un jour de révolution sur le bas clergé. Pas un sifflement annonciateur d'une chute imminente, pas même un souffle chaud le long de la nuque, rien qu'un choc sourd, massif, entre les omoplates. Peut-être un léger déséquilibre du côté cœur manière de penser que la vie filait trop vite. J'avais pourtant sacrément rebâti l'intérieur, tronçonné l'amertume, cloué au pilori de l'absurdité les souvenirs inutiles, repeint les fenêtres donnant sur l'horizon.

Guiseppe me l'avait murmuré entre deux pastis, une phrase de plus, une aspirine contre la chute : « Tu donnes à rêver et t'as les pieds dans le béton ! » J'aurais dû comprendre de suite, réajuster le tir, pousser plus loin dans les ruelles. J'ai pas bougé pendant trois jours, un vrai lémurien du sentiment, comme si le sommeil allait retirer l'inutile. Dehors c'était gris empli de brume, toute la chaleur de l'été, les murs la rechachaient au rythme du passage des bus. Quand la couette devenait insupportable, je regardais le boulevard bondé, dirigeais le reste de volonté vers le frigo. Citron vert, sirop de canne et basta ! Je me suis saoulé la gueule avec application et méthode. Rien à battre de la chape de plomb du lendemain comme des messages que Marine me laissait depuis quelques jours. Elle m'avait lâché la main trop tôt. Je risquais de perdre les pédales ou vouloir prendre l'omnibus en direction de la mer. J'ai rajouté du rhum dans mon verre, posé Coco Robicheau sur la platine et le chant des grenouilles du bayou est venu tout doucement m'essuyer le cœur. Il ne restait plus qu'à ne plus penser à ses yeux bruns, à la douceur de sa peau et aux tonnes de tendresse qu'elle trimballait dans ses poches. Ce n'était qu'une malédiction de plus, le Mojo'hand de chemins qui s'étaient croisés trop peu de temps. C'est à chaque fois pareil, tu mets un temps fou pour aimer et le double pour oublier, dans les deux cas, il reste des traces. On a beau se dire que l'on a donné une part de rêve, que l'on a posé un bon stock de passion au creux des mains d'une douce, qu'elle en fera des peintures pastel, paillettes d'un futur ou vous ne serez plus, la fissure se fait sentir un peu plus longue. Demain la météo annoncera quelques heures de soleil qui viendront sécher les façades humides. Les vestes seront à nouveau jetées sur les épaules. J'irai me poser au Baga retrouver les musiques d'Afrique, laisser couler le punch en mangeant du maté. Les voix se mêleront le long des tables, résonneront une bonne partie de la nuit et le murmure du vent lavera les regrets pour qu'il n'y ait pas de coupable. Le chat est venu me ronronner au creux de l'oreille et le vieux bluesman a continué de me secouer. Il ne restait plus qu'à fermer ma porte, humer le bord du fleuve en écoutant les feuillages des arbres entrecroisés se raconter des histoires. Marcher le long des murs de briques. ■

R. Vaporetto

ON A REÇU :

LE COMBAT SYNDICALISTE : N° 193 :

« Pas de classe sans enseignant », a-t-il dit. À Limos, aven la CNT de mai ! Du racisme au licenciement ordinaire. Le mouvement social au Sénégal. La CGT espagnole c'est quoi. N° 194 : Dossier spécial « 35 heures ». Appel du syndicat (russe) des mineurs aux syndicats du monde entier. Le chômage s'accroît chez les bidasses (ouf, ndc). BP 38 94 601 Choisy-le-Roi

LA COMMUNE DES CITOYENS :
N° 13 : la gauche, quelle gauche ? Les politiques du gouvernement Jospin = politique unique ? Appel à abonnement ARS 55 rue Quintefol 37 066 Loches.

LE RIRE : N° 23. Dossier nucléaire militaire. Munia la lutte continue derrière les barreaux. N° 24 : dossier Algérie 3, service national, le rappel des réservistes, l'asile à deux vitesses. Insoumis grecs, déserteurs de la Wermacht, BP 2402 - F 13215 Marseille Cédex 02.

LA VACHE FOLLE : N° 20 Cohn-Bendit L'apologie de l'écologie donne ses recettes réalo-politique pour les Européennes ! Positif : combien vaut la peau d'un séropo africain. BP 72, 75522 Paris cédex 11

DÉBATTRE : N° 6, revue trimestrielle de débat et de réflexion de l'Alternative libertaire. Écologie, mondialisation et impérialisme biologique. BP 177 75967 Paris cédex 20.

ALTERNATIVE LIBERTAIRE : (Belge) N° 210 : pour l'autonomie du mouvement social. Le dossier Nestor Makhno. N° 211 Sémira Adamo 20 ans pour toujours. Expulsions, après la mort de Sémira. Lecture : le municipalisme libertaire. G. Amista. Alternative globale.

LA LETTRE D'ÉCOLOGIE SOCIALE : nous fait savoir leur retrait du mouvement des Verts. Ils quittent la « Gauche plurielle » afin de protester contre la politique économique du gouvernement Jospin. BP 642, 85016 La Roche-sur-Yon Cédex.

ROJO Y NEGRO : N° 105 journal anarcho-syndicaliste de la CGT espagnole. Contact : Compania, 9, 1°, izq 31 001 Pamplona/Iruna.

LES MURS EN PARLENT



Sur la porte de l'entrée visiteurs de la prison de Toulouse.

SOMMAIRE

LA VILLE BOUGE

Insoumise Algérie 2
Toulouse dit toujours non à le Pen 2

LE MOUV. SOC. DIRECT LIVE

Émergence d'une alternative politique ... 3-4
Alternative politique ou impasse ? 5

MAUVAISES GRAINES

Lycéens en rêves illimités 6-7

LA CENTRALE

Bonne année 8 et 9

VOIX DE COCO

Nucléaire 10

AFGHAN DE FER

Les femmes afghanes 11

ARCHÉOPTÉRIX

La poésie de l'étoile, Armand Gatti 12

NI FLEURS NI COURONNES

Daniel Guerin 13

LA CONCIERGE...

Traits noirs pour Revue blanche 14

À LIRE, À ÉCOUTER

Peter Case 15

Paris insurgé 15

Etat de peur 15

LIBER... TERRE

Les pieds dans le béton 15

POTS DE VIN ET COPINAGE

Rencontre de femmes du bâtiment : Charpentières, électriciennes, maçonnes, menuisières, peintres, patrières, plombières, bâtisseuses en tout genre, balbutiantes et confirmées, vous êtes conviées à une rencontre organisée par l'association *Femmes et Formation* le 16 janvier 1999, à 14 h, au 29 rue de l'Étoile 31 000 Toulouse, Métro Jean-Jaures. Thème de la rencontre : échange sur nos choix professionnels, nos parcours, nos façons de travailler, nos projets et nos envies. En bref échanger des tuyaux et faire passer le courant. N'hésitez pas, on vous attend au 05 63 98 33 74 - 05 61 83 15 56 - 05 61 09 42 52.

le coquelicot

Directeur de publication : Patrick Leclerc
Équipe de rédaction : Marc Bernard, Juanito Marcos, Patrick Leclerc, Robert Venezia.
Prix du numéro : 10 F
Abonnement : 5 numéros : 50 F
Abonnement de soutien : 100 F
Boîte postale : 4078 31029 Toulouse Cedex 4
Fax : 05 61 25 73 71
Commission paritaire : 760/95
Imprimerie spéciale Le Coquelicot
Ont été mis à contribution pour ce numéro :
A. Desjardins, Brianas, Billaud, Bouchet, Camille, Claire,
G. Riviere, Jérôme, Jess, Ravachefolle, Robert, Tony,
Vaporetto, dessins de P. Rouault et de Jomy (de « La lettre de Gramsci »)

Je désire souscrire un abonnement :

- pour 5 numéros : 50 F

- soutien : 100 F

le coquelicot

Boîte postale : 4078 31029 Toulouse Cedex 4
Fax : 05 61 25 73 71

Nom :

Prénom :

Adresse :